

vente du chemin de fer de l'Est Chinois.

Les trois principes de Sun Yat Sen, consacrant la collaboration des classes, prônant l'indépendance de la Chine, reflètent bien les intérêts d'une bourgeoisie n'ayant pas d'horizon de développement industriel pour son économie et donnant aux conditions historiques ou elle doit vivre — et qui la mettent à l'écart du développement industriel de l'économie — le drapeau de l'indépendance nationale, de l'anti-impérialisme, drapeau qui couvre désormais des centaines de milliers de cadavres de prolétaires et d'exploités amoncelés depuis dix ans que durent les tragédies sociales qui se déroulent en Chine.

La Mandchourie prouve aussi que la bourgeoisie chinoise est incapable, par ses seules ressources sociales, de maintenir en vie et de faire fonctionner un organisme social basé sur les anciens modes de production et devant servir de terrain commercial et financier à la bourgeoisie indigène et aux grands pays capitalistes. Le passage de ces pays sous le contrôle d'un impérialisme donné semble seulement pouvoir représenter la condition pour faire vivre un tel organisme social à cause de l'adjacence qui s'opère entre, d'une part, un marché du travail basé sur le servage et l'esclavage, et, d'autre part, la pression d'une bourgeoisie industrielle avec laquelle se croisent les intérêts de la bourgeoisie indigène. Enfin, ces immenses réservoirs de travailleurs condamnés à vivre à l'état de bêtes de somme n'excluent aucunement — ainsi que la Mandchourie le prouve — qu'après l'occupation japonaise, les intérêts des autres impérialismes soient sauvegardés sur la base du principe de la Porte Ouverte, alors que les intérêts de la bourgeoisie locale, dont le rattachement au Kuomintang était insignifiant, surtout au point de vue économique, ne pourront que progresser grâce à l'ordre apporté dans un régime d'exploitation gigantesque de la force de travail. Le seul et cruel sacrifice sera représenté par la force qui aurait pu agir sur ce tableau social et historique extrêmement compliqué : les exploités chinois, les ouvriers japonais, le prolétariat mondial.

La possibilité et la nécessité d'un croisement d'intérêts entre la bourgeoisie chinoise et les impérialismes des autres

pays est confirmée par le développement gigantesque du port de Shanghai où les courants internationaux s'unifient avec les exploitations chinoises et avec tout un réseau colossal d'affaires qui s'y développent : les capitaux qui s'y forment ne suivent pas le cours des intérêts particuliers du développement de l'économie chinoise, mais servent vides, par les bourgeois chinois eux-mêmes, dans les coffres de la finance internationale.

Il est très caractéristique qu'en 1935, huit ans après que le prolétariat chinois eut été massacré par le Kuomintang, l'état général de l'économie chinoise reste à peu près aussi désorganisée qu'auparavant, alors que, par contre, une centralisation s'opère dans le domaine monétaire, permettant ainsi une consolidation des intérêts de la bourgeoisie chinoise.

Les événements des dix dernières années qui caractérisent les événements en Chine, semblent indiquer que cet immense pays ne pourra pas trouver dans son prolétariat les forces indispensables à déterminer un mouvement dont l'enjeu ne peut être que le bouleversement du monde capitaliste ; ce sont surtout les prolétaires des pays industriels qui pourront prendre cette initiative et c'est ici que nous trouverons l'explication de la mobilisation monstrueuse des prolétaires européens et américains pour qu'ils associent leur sort à celui de la bourgeoisie chinoise dont les mains sont toute fraîches de l'égorgeement des ouvriers de Shanghai, Canton, de la Chine de 1927.

4. — Grâce à ses conditions géographiques concentrant de grandes masses dans l'archipel japonais, du fait de l'écart des voies des marchés mondiaux où il se trouve et à cause de conditions géologiques partiellement favorables à l'apparition de l'industrie, le Japon, dès 1890, prend une position de développement autonome par rapport aux autres pays de l'Asie. Son débouché naturel ne pouvait être représenté que par les territoires limitrophes et plus éloignés appartenant à la Chine. La progression économique du Japon à un rythme prodigieux fait désormais que ce pays peut rivaliser avec les grands impérialismes et se hisser de la position secondaire qu'il occupait en 1922 à la Conférence de Washington, à une position première où il affirme hautement sa prétention de devenir la puissance impérialiste fondamentale de l'Asie.

Les considérations émises quant à la solidarité fondamentale entre les pays hautement industrialisés et les territoires encore soumis à des modes de production pré-bourgeois, expliquent pourquoi l'impérialisme le plus intéressé à contrecarrer l'expansion japonaise, les États-Unis, se plie au sort qui lui est réservé, à cause de son éloignement l'empêchant de prendre la place du Japon dans la fonction de coordinateur de l'économie des territoires de l'économie chinoise. Après la cession des Philippines, l'Amérique se hâtera de prendre la première place dans le commerce du Japon, pays ayant devant lui une perspective de tout premier ordre à cause de l'immensité des territoires où il peut écouler sa production et étendre sa domination.

5. — Au cours solidaire des intérêts de la bourgeoisie chinoise et des impérialismes métropolitains pour le sauvetage du régime du capitalisme mondial, s'oppose le cours antagoniste de la lutte des exploités chinois et des prolétaires des autres pays pour la victoire de la révolution internationale. Aucune possibilité de manœuvre n'est possible : l'expérience a prouvé que le prolétariat international, lorsqu'il fut amené, par l'Internationale Communiste et la Russie Soviétique, à envisager la possibilité de révolutions bourgeoises et anti-impérialistes en Chine, s'est, en fait, sacrifié sur l'autel du capitalisme mondial.

Après l'Octobre 1917, la déclaration de la Russie Soviétique et de l'Internationale Communiste fut catégorique : rien ne serait maintenu des anciennes prérogatives czaristes en Chine. Les territoires qui, jadis, se trouvaient sous l'influence de la Russie czariste, n'étaient nullement abandonnés par la Russie Soviétique parce que cette dernière ne maintenait aucun contrôle sur ces pays, mais leur sort était confié aux forces spécifiques de la rédemption sociale : aux exploités indigènes en alliance avec les prolétariats des pays métropolitains en vue de la révolution mondiale. Les thèses de Lénine de 1920 sur la question coloniale et nationale révélaient le souci de ne pas compromettre l'éventualité historique de l'utilisation des mouvements d'indépendance coloniale, plutôt que de fonder une perspective révolutionnaire sur ces derniers. La thèse très ambiguë sur la sauvegarde de l'autonomie du parti du prolétariat, comme condition du passage à un accord

avec la bourgeoisie coloniale (circonstance historique qui est à l'opposé des événements qui sont survenus), prouve que Lénine qui, en 1917, avait souscrit à l'abandon de tous les pays coloniaux de la Russie sans songer aux bourgeoisies nationales, ne tendait, en fait, qu'à ne pas interdire à l'Internationale l'exploitation de certaines conditions historiques qu'il croyait encore possibles.

La Nep, en Russie, avait fait surgir les prémisses de la dégenérescence centrée, car aux mesures économiques rendues indispensables par le reflux de la première vague révolutionnaire de l'après-guerre, s'ajoutaient les autres tendant à faire intervenir l'État ouvrier sur l'échiquier des compétitions inter-impérialistes en vue de gagner un répit pour attendre la nouvelle vague de la révolution mondiale. La Conférence de 1922, à Moscou, des peuples de l'Extrême-Orient, exprime ce nouveau cours qui devait emporter le prolétariat mondial et, en 1924, ce fut Trotsky qui ébaucha ouvertement — au travers des tractations avec la Chine pour le chemin de fer de l'Est Chinois — la perspective de faire surgir la révolution chinoise d'un plan de luttes anti-impérialistes, c'est à dire d'une coïncidence temporaire entre les intérêts du prolétariat mondial, des exploités chinois, de la Russie Soviétique, avec les intérêts de la bourgeoisie chinoise prétendument portée à la guerre de libération contre les impérialismes.

Avec une logique cruelle, toutes les autres phases de la lutte sociale devaient se suivre. L'entrée du Parti Communiste Chinois au Kuomintang devait être payée par les prolétaires chinois avec les massacres de 1927 ; en 1931, la Russie, qui fait la guerre à la Chine pour garder l'Est Chinois, ne fait que montrer le chemin au Japon à qui, d'ailleurs, le vendra pour quelques millions ce même chemin de fer qu'en 1931 Staline, en parfait accord avec Trotsky, considérait comme un bastion de la révolution chinoise, russe et mondiale.

Actuellement, la Russie Soviétique se fraye, elle aussi, sa petite place au soleil — et procède à des investissements de capitaux en Chine pour en extraire des capitaux qui serviront à renforcer l'équipement de son industrie de guerre.

La situation actuelle, qui voit la Russie s'indigner parce que ses compères, les brigands impérialistes qui signèrent la